

BIBLIOGRAPHIE DES ENQUÊTES ET PUBLICATIONS OFFICIELLES FRANÇAISES SUR LES QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES (1891-1914)

Cette étude a été publiée pour la première fois dans le *Bulletin du Centre d'histoire de la France contemporaine*, revue publiée par l'Université de Paris X-Nanterre. Elle avait l'objet de deux articles : n° 8, 1987, p. 59-73 ; n° 9, 1988, p. 83-105.

Alain FAURE
Université de Paris X-Nanterre
afaure@u-paris10.fr

Une familiarité déjà ancienne avec l'enquête sociale de la seconde moitié du 19^e siècle est à la source de cet exercice bibliographique. Sa seule ambition consiste en une recension, aussi exhaustive qu'il est possible, des enquêtes, études, rapports de commissions, recueils de documents, séries statistiques... publiés par le ministère du Commerce et de l'Industrie puis par le ministère du Travail sur l'ensemble des questions sociales relevant du travail salarié dans l'industrie et le commerce, et ce, de 1891, année de fondation du Conseil supérieur du Travail et de l'Office du Travail, à la première guerre mondiale¹. Si le terme de cette bibliographie a été fixé arbitrairement, sa date de départ se justifie pleinement : la double création de 1891 a fait entrer l'enquête et la statistique sociale dans une nouvelle ère, celle de l'abondance et de la permanence. L'étude du travail cessait d'être l'apanage des savants ou l'objet d'éphémères commissions d'enquête, elle devenait affaire d'État.

Il est vrai qu'un certain nombre des publications en question sont connues depuis longtemps, voire couramment utilisées, et que des bibliographies et des guides spécialisés² existent déjà. Dès lors, pourquoi une nouvelle recension ? C'est que bien d'autres titres, d'un intérêt tout aussi grand, restent encore à découvrir ; d'autre part, en attirant l'attention sur l'ampleur et la qualité de cette production, notre but est aussi de contribuer au développement de la recherche et de la réflexion sur les hommes, les méthodes et les idées de l'enquête sociale de cette époque.

On trouvera, placées en tête, les publications du Conseil supérieur du Travail et de l'Office du Travail, puis suivra la description des publications en série et des

¹ Sur le plan de l'histoire administrative et politique, l'ouvrage de référence reste celui de Jean-André Tournier, *Le ministère du Travail (origine et premiers développements)*, Paris, Éditions Cujas, 1971, 447 p. Les travaux d'Isabelle Lespinet-Moret sont venus renouveler complètement nos connaissances sur l'Office et ses hommes : *Théories et pratiques républicaines de la réforme sociale : l'Office du Travail (1891-1914)*, Thèse de doctorat d'histoire (Dir. Alain Plessis) 1997, 2 vol., 684 p. ; cette thèse a été publiée sous le titre : *L'Office du travail, 1891-1914 : la République et la réforme sociale*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007, 370 p. (voir le chapitre 5, "Un observatoire du social", p. 147-196) . Signalons, encore, l'article de Clément Decouflé, "Histoire de l'Office du Travail. Une administration de mission avant la lettre", *Travail et emploi*, déc. 1984, p. 44-54. L'ouvrage collectif publié par l'INSEE, *Pour une histoire de la statistique*, t.1, *Contributions*, Paris, s.d., n'aborde pas la question de la statistique du travail.

² Michelle Perrot, *Enquêtes sur la condition ouvrière en France au XIX^e siècle*, Paris, Microéditions Hachette, s.d. (1973) 104 p. ; de Crécy, "Bibliographie analytique des enquêtes effectuées par ordre du ministère du Commerce et de l'Agriculture", *Histoire des entreprises*, nov. 1962, p. 20-76 ; André-Clément Decouflé, *Les politiques du travail et de l'emploi en France (1791-1981). Étude bibliographique*. Paris, Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, 1985, 254 p. L'ouvrage de Gloria Westfall, *French official publications*, Pergamon Press, 1980, XIV - 209 p., est forcément succinct.

travaux émanant des autres conseils du ministère et enfin nous passerons en revue la collection des "Recueils de documents".

Priorité a donc été donnée à ce qui est, sans nul doute, le meilleur de cette production, en même temps que son aspect le plus original. Certes, le Conseil supérieur du Travail ne fut jamais qu'un de ces nombreux organismes consultatifs officiels qui conseillent ou influencent les ministres, mais la présence d'une représentation ouvrière – désignée, puis élue –, l'intérêt des ordres du jour et des débats donnent aux impressions de cette assemblée une valeur et une couleur qu'il convient de souligner³. L'Office, par contre, représentait quelque chose de tout à fait neuf en France, un service public ayant "pour mission de *rassembler* et de *vulgariser* tous les documents et informations utiles relatifs au travail, à ses rapports avec le capital, aux heures de travail, aux salaires des travailleurs, hommes, femmes et enfants"⁴. Sorti tout armé d'un des premiers vœux du Conseil supérieur – une telle diligence étonne – l'Office fut d'abord rattaché directement au ministre – c'est alors, entre 1891 et 1897, sa grande époque –, pour devenir en 1899 le premier bureau de la direction du Travail créée au Commerce par Millerand, matrice, comme on sait, du ministère du Travail né en 1906 et au sein duquel l'Office figure en même place.

Cette bibliographie a été constituée à partir de trois fonds d'ouvrages : celui de la bibliothèque du ministère des Affaires sociales et de l'Emploi (dite ici, par commodité et tradition, du ministère du Travail), tout d'abord (abréviation : MT). Cette bibliothèque, sise 1 place Fontenoy, 75700 Paris, possède notamment un abondant fonds ancien dont le classement était en projet au moment de la rédaction de ce travail.

- les Archives nationales (abréviation : AN) conservent, sous la cote AD XIX, une collection de publications officielles du 19^e siècle trop peu connue (ministère du Travail : AD XIX W).

- enfin, à la Bibliothèque nationale – qui n'était pas encore de France – (abréviation : BNF), le repérage de ces ouvrages a été rendu possible, à l'époque, par la consultation du fichier intérieur du service, aujourd'hui disparu, de l'Histoire de France (sous-séries Lf262 et Lf263), disparu depuis.

A l'exception de quelques ouvrages dont la cote est précisée en note, les collections conservées dans ces trois lieux sont complètes⁵. Ont été aussi mises à contribution les riches collections de la Bibliothèque du Musée social 5, rue Las Cases à Paris (abréviation : MS), ainsi que la Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine, située sur le campus de l'Université de Paris-X Nanterre (abréviation : BDIC), dont le fond Bouglé n'est pas sans mérite.

A. PUBLICATIONS DU CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL

Ces publications sont de deux sortes : les rapports présentés au Conseil lors de sa session annuelle et les débats sur les questions à l'ordre du jour de la session. Jusqu'en 1898 (8^e session) les rapports, peu développés, sont imprimés avec le compte rendu analytique des séances ; ensuite débats et rapports font l'objet de

³ Voir Albert Ziegler, "Un parlement social", *Revue française des affaires sociales*, avril-janv. et oct.-déc. 1973. p. 123-140 et p. 129-151.

⁴ Conseil supérieur du Travail, *Première session (février 1891)*, 1891, p. 19 – Voir maintenant, sur tous ces points, les travaux d'Isabelle Lespinet-Moret cités *supra*.

⁵ Je tiens à remercier les conservateurs qui m'ont apporté leur aide au moment de l'élaboration de ce travail : Isabelle Sabatier et Christian Amalvi à la Bibliothèque nationale, Odile Krakovitch aux Archives nationales, et, tout particulièrement, Brigitte Picheral, à la Bibliothèque du ministère des Affaires sociales et de l'Emploi.

volumes séparés, parfois très épais. C'est là une conséquence du décret de septembre 1899 qui réorganisa le Conseil supérieur et accrut l'intérêt de ses travaux⁶. Les rapports, désormais élaborés par une commission permanente du Conseil, deviennent de véritables enquêtes, avec envoi de questionnaires et dépositions écrites et orales devant la commission, l'Office du Travail étant bien souvent mis à contribution pour la collecte et le dépouillement de l'information. D'autre part, les comptes rendus s'étoffent eux aussi et deviennent de véritables procès-verbaux sténographiques.

Sur cette tribune ménagée au travail, son histoire, son poids réel, l'accueil qui lui fut réservé par les organisations ouvrières, tout reste à dire.

- *Première session (février 1891)*. Paris, Imprimerie nationale, 1891, 200 p.

Contient :

- Compte rendu des séances.
- Rapports des commissions sur les sujets suivants : Bureaux de placement ; Protection des salaires ; Office du Travail (rapporteur: A. Keüfer) ; Arbitrage dans les conflits entre patrons et ouvriers (rapporteur : I. Finance)⁷
- Texte des résolutions adoptées.

- *Deuxième session (juin-juillet 1892)*. Paris, Imprimerie nationale, 1892, 251 p.

Contient :

- Compte rendu des séances.
- Rapports des commissions sur les sujets suivants : Habitations à bon marché (rapporteur : A. Siegfried) ; Crédit populaire ; Sociétés coopératives de crédit ; Organisation du crédit populaire (rapporteur : V. Delahaye) ; Musée d'économie sociale ; Règlements d'atelier (rapporteur : A. Keüfer) ; Pétition des typographes lyonnais (rapporteur : A. Keüfer).
- Texte des résolutions et vœux adoptés.

- *Troisième et quatrième sessions (décembre 1893-janvier 1894)*. Paris, Imprimerie nationale, 1894, 360 p.

Contient :

- Compte rendu des séances.
- Rapport présenté au nom de la commission permanente sur l'organisation du crédit populaire, par J. Mary (p. 251-335).
- Texte des résolutions adoptées.

- *Cinquième session (mars 1895)*. Paris, Imprimerie nationale, 1895, 142 p.

Contient :

- Compte rendu des séances.
- Rapport présenté au nom de la commission permanente sur la proposition de loi relative à la création de Chambres du travail, par H. Depasse (p. 135-159)⁸

⁶ Le décret Millerand du 1er septembre 1899 éleva en effet le nombre des conseillers à 66 (22 représentants patrons, 22 représentants ouvriers, 22 membres désignés ou de droit), arrêta les modalités de leur élection par les organisations professionnelles et créa une commission permanente choisie par le Conseil et responsable des enquêtes. L'ordre du jour continua à relever du ministre seul qui seul pouvait convoquer le Conseil en dehors de la session ordinaire limitée aux quinze jours suivant le 1er lundi de juin.

⁷ Publié à part sous le titre : *Rapport présenté par M. Finance au nom de la commission chargée d'examiner l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers*. Paris, Imprimerie nationale, 1891, 15 p. (BNF: 4° Lf263 251)

- Texte des résolutions adoptées.

• *Sixième session (décembre 1896)*. Paris, Imprimerie nationale, 1897, 142 p.

Contient :

- Compte rendu des séances.

- Rapport sur un projet d'insaisissabilité des pensions ouvrières présenté au nom de la commission permanente, par G. Paulet (p. 98-126) ; Rapport sur la question du chômage présenté au nom de la commission permanente par Moron, Finance et Keüfer (p. 127-135).

- Texte des résolutions et vœux adoptés.

Cette session a d'autre part donné lieu à la publication des deux notes suivantes :

• Office du Travail. *Enquête sur les travaux de secours pendant les années 1890 à 1895 dans les villes ayant un budget d'au moins 100.000 F*. Paris, Imprimerie nationale, 1896, 9 p.⁹

• Conseil supérieur du Travail. *Note de l'Office du Travail sur les sociétés privées d'assistance par le travail*. Paris, Imprimerie nationale, 1895, 91 p.¹⁰

• *Septième session (décembre 1897)*. Paris, Imprimerie nationale, 1898, 298 p.

Contient :

- Compte rendu des séances.

- Rapport sur le système actuel des adjudications présenté au nom de la commission permanente par A. Keüfer (p. 117-162)¹¹. Note de l'Office du Travail sur le minimum de salaire dans les travaux publics en Angleterre, en Belgique, en Hollande, en Suisse, aux États-Unis et en France (p. 163-298)¹².

- Texte des vœux et résolutions adoptés.

• *Huitième session (décembre 1898)*. Paris, Imprimerie nationale, 1899, 125 p.

Contient :

- Compte rendu des séances.

- Rapport présenté au nom de la commission permanente sur le marchandage par F. Goy (p. 69-74). Note de l'Office du Travail sur le marchandage (p. 75-122)¹³.

- Texte des vœux adoptés.

La neuvième session, tenue du 5 au 18 juin 1900, a été précédée du rapport suivant :

• Conseil supérieur du Travail. *Conseils de prud'hommes I. Législation en vigueur II. Projets, propositions de lois et rapports III. Annexes IV. Enquête sur diverses modifications proposées à la législation en vigueur*. Paris, Imprimerie nationale, 1900, 409 p.¹⁴.

Le compte rendu des séances et les vœux adoptés sont publiés dans :

⁸ Publié à part sous le titre : *Rapport sur la création de Chambres du travail, présenté au nom de la Commission permanente, par M. Hector Depasse*. Paris, Imprimerie nationale, 1894, 24 p. (BNF : 4° Lf262 204).

⁹ Relié avec l'exemplaire de la *Sixième session (décembre 1896)* conservé à la bibliothèque du ministère du Travail.

¹⁰ *Idem*.

¹¹ Publié à part sous ce titre par le Conseil (AN : AD XIX W 29).

¹² Publiée à part par l'Office du Travail sous le titre : *Note sur le minimum de salaire dans les travaux publics. Analyse des documents officiels*. Paris, Imprimerie nationale, 1897, 131 p. (BNF : 4° Lf262 222).

¹³ Publiée à part sous ce titre par le Conseil (BNF : 4° Lf 263 223).

¹⁴ La partie IV a été publiée à part par le Conseil (BNF : 4° Lf262 226).

- *Neuvième session (juin 1900)*. Paris, Imprimerie nationale, 1900, 525 p.
Autre question à l'ordre du jour : saisie-arrêt sur salaires (p. 415-463).

La dixième session, tenue du 3 au 13 juin 1901, a été précédée des rapports suivants :

- Conseil supérieur du Travail. Session de 1901. Commission permanente. *Rapports et documents sur la réglementation du travail dans les bureaux et magasins et dans les petites industries de l'alimentation*, Paris, Imprimerie nationale, 1901, LXI-261 p.

- Conseil supérieur du Travail. Commission permanente. *Rapport sur diverses modifications à la législation des conseils de prud'hommes présenté par M. Victor Dalle. Rapport sur les renvois par suite de saisies-arrêts présenté par M. Eugène Guérard*. Paris, Imprimerie nationale, 1901, 28 p.¹⁵

Le compte rendu des séances et les vœux adoptés sont publiés dans :

- *Dixième session (juin 1901)*. Paris, Imprimerie nationale, 1901, VII-178 p.¹⁶

Autres questions à l'ordre du jour : le contrat d'apprentissage (p. 103-111) ; organisation du Conseil (p. 145-167).

La onzième session, tenue du 5 au 11 novembre 1902, a été précédée des rapports suivants :

- Conseil supérieur du Travail. Session de 1902. Apprentissage. *Rapport de M. Briat. Enquête et Documents*. Paris, Imprimerie nationale, 1902, XLVIII-489 p.¹⁷

- *Rapport sur les modifications à apporter aux groupes professionnels du Conseil supérieur du Travail*. Paris, Imprimerie nationale, s.d., 15 p.

Le compte rendu des séances et les vœux adoptés sont publiés dans :

- *Onzième session (novembre 1902)*. Paris, Imprimerie nationale, 1903, XIV-147 p.

La douzième session, tenue du 9 au 21 novembre 1903, a été précédée des rapports suivants :

- Conseil supérieur du Travail. Session de 1903. *Enquête et documents sur le délai-congé*. Paris, Imprimerie nationale, 1903, 104 p.¹⁸

- Conseil supérieur du Travail. Commission permanente. *Les caisses de chômage*. Paris, Imprimerie nationale, 1903, 108 p.

- Conseil supérieur du Travail. Commission permanente. *La réglementation du travail dans les entreprises de transport*. Paris, Imprimerie nationale, 1903, 87 p.¹⁹

Le compte rendu des séances et les vœux adoptés sont publiés dans :

- *Douzième session (novembre 1903)*. Paris, Imprimerie nationale, 1904, XVIII-224 p.

La treizième session, tenue du 14 au 26 novembre 1904, a été précédée des rapports suivants :

¹⁵ Relié avec l'exemplaire du *Compte-rendu* de la neuvième session à la bibliothèque du ministère du Travail.

¹⁶ A partir de cette session, le compte rendu annuel est imprimé sur deux colonnes par page.

¹⁷ Cet ouvrage contient les résultats d'une vaste enquête demandée par le Conseil et conduite par l'Office du Travail (voir AN: F12 6359 à 6363).

¹⁸ L'exemplaire du ministère du Travail contient en outre : *Enquête et conclusions de l'Union des industries métallurgiques et minières et des industries qui s'y rattachent sur le délai-congé présentées au Conseil supérieur du Travail*, 27 p.

¹⁹ L'exemplaire du ministère du Travail contient en outre : *Note adressée à la commission permanente du Conseil supérieur du Travail par la Chambre syndicale des entrepreneurs de voitures de place du département de la Seine sur la question de la possibilité de limiter les heures de travail des cochers de place*, 25 p.

- Conseil supérieur du Travail. Session de 1904. *Le repos hebdomadaire. Rapport de Melle Blondelu au nom de la Commission permanente.* Paris, Imprimerie nationale, 1904, 73 p.
- Conseil supérieur du Travail. Session de 1904. *Le délai-congé. Rapport de M. Manoury au nom de la Commission permanente.* Paris, Imprimerie nationale, 1904, 51 p.
Le compte rendu des séances et les vœux adoptés sont publiés dans :
 - *Treizième session (novembre 1904).* Compte rendu. Paris, Imprimerie nationale, 1905, XVIII-233 p.

Les deux sessions suivantes (session extraordinaire tenue du 26 juin au 1er juillet 1905 et session ordinaire tenue du 13 au 22 novembre 1905) ont été exclusivement consacrées à la question du délai-congé sans nouveau rapport préparatoire.

- *Quatorzième session (juin 1905). Délai-congé. Compte rendu.* Paris, Imprimerie nationale, 1905, XVIII-135 p.
- *Quinzième session. (novembre 1905). Délai-congé. Compte rendu.* Paris, Imprimerie nationale, 1906, XVIII-168 p.

La seizième session, tenue du 12 au 24 novembre 1906, a été précédée des rapports suivants :

- Conseil supérieur du Travail. *L'enseignement professionnel. Rapport de M. Briat au nom de la Commission permanente.* Paris, Imprimerie nationale, 1905, 159 p.²⁰
- Conseil supérieur du Travail. *L'inspection du travail. Rapport présenté par M. Bourderon au nom de la Commission permanente.* Paris, Imprimerie nationale, 1906, 52 p.
Le compte rendu des séances et les vœux adoptés sont publiés dans :
 - *Seizième Session. Novembre 1906. Compte rendu.* Paris, Imprimerie nationale, 1907, XVIII-244 p,

La dix-septième session, tenue du 11 au 22 novembre 1907, a été précédée des rapports suivants :

- Conseil supérieur du Travail. Session de 1907. *La capacité commerciale des syndicats professionnels... Note de MM. Coupat et Keüfer.* Paris, Imprimerie nationale, 1907, 28 p.
- Conseil supérieur du Travail. Session de 1907. *La protection du salaire en cas de faillite et de déconfiture. Rapport de M. Fagnot au nom de la Commission permanente.* Paris, Imprimerie nationale, 1907, 39 p.
- *Rapport sur l'affichage des lois ouvrières dans les locaux industriels et commerciaux présenté au nom de la Commission permanente par M. Paillot.* Paris, 1907, 11 p.²¹
- *L'organisation du Conseil supérieur du Travail.* Paris, 1907, 11 p.²²
Le compte rendu des séances et les vœux adoptés sont publiés dans :
 - *Dix-septième session. Novembre 1907. Compte rendu.* Paris, Imprimerie nationale, 1908, XVI-220 p.

La dix-huitième session, tenue du 9 au 21 novembre 1908, a été précédée des rapports suivants :

²⁰ Contient notamment les résultats d'une enquête sur les cours professionnels et les écoles professionnelles réalisée par l'Office à la demande du Conseil (p. 45-159).

²¹ Relié avec l'exemplaire du compte rendu de la dix-septième session à la bibliothèque du ministère du Travail.

²² *Idem.*

- Conseil supérieur du Travail. *Les décrets du 10 août 1899 sur les adjudications. Rapport de M. Honoré au nom de la Commission permanente précédé d'une note, de M. A. Keüfer.* Paris, Imprimerie nationale, 1908, 47 p.

- Conseil supérieur du Travail. *Les cautionnements versés par les salariés. Rapport de M. Monduit au nom de la Commission permanente.* Paris, Imprimerie nationale, 1908, 30 p.

Le compte rendu des séances et les vœux adoptés sont publiés dans :

- *Dix-huitième session. Novembre 1908. Compte rendu.* Paris, Imprimerie nationale, 1909, XVI-202 p.

La dix-neuvième session, tenue du 8 au 20 novembre 1909, a été précédée du rapport suivant :

- Conseil supérieur du Travail. Session de 1909. *La législation sur les syndicats professionnels. Rapport de M. Keüfer au nom des membres ouvriers de la Commission permanente. Rapport de M. Touron au nom des membres patrons de la Commission permanente.* Paris, Imprimerie nationale, 1909, 197 p.

Le compte rendu des séances et les vœux adoptés sont publiés dans :

- *Dix-neuvième session. Novembre 1909. Compte rendu.* Paris, Imprimerie nationale, 1910, XIX-198 p.

La vingtième session, tenue du 14 au 25 novembre 1910, a été précédée du rapport suivant :

- Conseil supérieur du Travail. Session de 1910. *Salaire minimum pour les ouvrières à domicile. Rapport de M. Honoré au nom de la Commission permanente.* Paris, Imprimerie nationale, 1910, X-138 p.

Le compte rendu des séances et les vœux adoptés sont publiés dans :

- *Vingtième session. Novembre 1910, Compte rendu.* Paris, Imprimerie nationale, 1911, XIX-170 p.

La vingt-et-unième session, tenue du 13 au 24 novembre 1911 a été précédée du rapport suivant :

- Conseil supérieur du Travail. Session de 1911. *Le travail de nuit dans la boulangerie. Rapport de M. Cleuf au nom des membres ouvriers de la Commission permanente. Rapport de M. Soulé au nom des membres patrons de la Commission permanente.* Paris, Imprimerie nationale, 1911, 156 p.

Le compte rendu des séances et les vœux adoptés sont publiés dans :

- *Vingt-et-unième session. Novembre 1911. Compte rendu.* Paris, Imprimerie nationale, 1912, XIX-158 p.

La vingt-deuxième session, tenue du 11 au 23 novembre 1912, a été précédée du rapport suivant ;

- Conseil supérieur du Travail. Session de 1912. *La réglementation du travail des employés. Rapport de M. Artaud au nom des membres ouvriers de la Commission permanente. Rapport de M. Honoré au nom des membres patrons de la Commission permanente.* Paris, Imprimerie nationale, 1912 XI-291 p.

Le compte rendu des séances et les vœux adoptés sont publiés dans :

- *Vingt-deuxième session. Novembre 1912. Compte rendu.* Paris, Imprimerie nationale, 1912, XIX-176 p.

La vingt-troisième session, tenue du 10 au 22 novembre 1913, a été précédée des rapports suivants :

- Conseil supérieur du Travail. *Âge d'admission au service de la clientèle dans les auberges, hôtels, etc. Rapport de M. Abel Craissac au nom de la Commission permanente.* Paris, Imprimerie nationale 1913, 82 p.

- Conseil supérieur du Travail. *La réduction de la journée de travail le samedi (semaine anglaise). Rapport de M. Briat au nom des membres ouvriers de la Commission permanente. Rapport de M. Pralon au nom des membres patrons de la Commission permanente.* Paris, Imprimerie nationale, 1913, XXXVII-14 p.

Le compte rendu des séances et les vœux adoptés sont publiés dans :

- *Vingt-huitième session. Novembre 1913. Compte rendu.* Paris, Imprimerie nationale, 1914, XIX-185 p.

B. PUBLICATIONS DE L'OFFICE DU TRAVAIL²³

Le classement thématique ici adopté pour les enquêtes de l'Office du Travail met en valeur la diversité des sujets traités ainsi que la variété des méthodes : classiques consultations des organisations et des institutions professionnelles, monographies minutieuses et savantes, fresques quantitatives ou longs récits, cette collection d'études et de rapports représente une somme exceptionnelle de faits, de chiffres et d'opinions. Mais le plan d'ensemble ici adopté et certains rapprochements de titres sont tout à fait factices, l'Office n'ayant jamais élaboré de programme précis d'investigation de son domaine reconnu. Le pouvait-il d'ailleurs, en raison de sa nature à la fois de laboratoire officiel de recherches, soumis aux demandes de l'État, et d'entrepreneur d'enquêtes à façon, pour le compte notamment du Conseil supérieur du Travail ? On notera cependant sur certains sujets, une volonté de continuité et de complémentarité des enquêtes. Le désordre que corrige un peu l'ordre bibliographique résulte-t-il d'un conflit permanent entre une nécessaire unité de vues et la multiplicité des travaux de commande ?

Salaires, durée et organisation du travail

La plus important travail statistique mené à bien par l'Office sur ces questions reste cette enquête monumentale, souvent citée, mais en réalité fort peu et fort mal exploitée :

- *Salaires et durée du travail dans l'industrie française.* Paris, Imprimerie nationale, 5 tomes :

t. 1 : *Département de la Seine*, 1893, 611 p.

t. 2 : *Industries extractives. Produits alimentaires. Industries chimiques. Caoutchouc, papier. Cuirs et peaux. Textiles, dans les départements autres que celui de la Seine*, 1894, 760 p.

t. 3 : *Industries du bois, tableterie. Métaux. Travail des pierres et des terres. Établissements de l'État ou des communes, dans les départements autres que celui de la Seine*, 1895, 648 p.

t. 4 : *Résultats généraux*, 1897, 573 p.

[t. 5] *Album graphique*, 1897, 24 planches

Deux enquêtes sont consacrées aux niveaux salariaux :

²³ Il convient de préciser que sont exclus de cette bibliographie les travaux de la Statistique générale de la France qui ont été publiés sous l'autorité de l'Office du Travail, notamment le recensement de 1896. En effet, le rattachement de celle-là à celui-ci, imposé uniquement par les circonstances politiques (voir Tournier, *Le ministère du Travail...*, *op. cit.*, p. 140-141, 162) et d'ailleurs limité aux armées 1897-1906, est toujours resté purement administratif.

- *Répartition des salaires du personnel ouvrier dans les manufactures de l'État et les compagnies de chemins de fer.* Paris, Imprimerie nationale, 1896, 154 p.²⁴
- *Bordereaux de salaires pour diverses catégories d'ouvriers en 1900 et 1901.* Paris, Imprimerie nationale, 1902, XX-233 p.

Certains aspects de la durée du travail sont traités dans :

- *Note sur la journée de huit heures dans les établissements industriels de l'État.* Paris, Imprimerie nationale, 1906, 94 p.²⁵
- *Enquête sur la réduction de la durée du travail le samedi (semaine anglaise).* Paris, Imprimerie nationale, 1913, XVI-258 p.²⁶

Dans trois cas, l'étude des salaires et de la durée du travail débouche sur de minutieuses monographies de métiers ou d'industries :

- *La petite industrie (salaires et durée du travail).* Paris, Imprimerie nationale, 2 tomes:
t. 1 : *L'alimentation à Paris*, 1893, 300 p.
t. 2 : *Le vêtement à Paris*, 1896, 721 p.
- *L'industrie du chiffon à Paris.* Paris, Imprimerie nationale, 1903, 110 p.²⁷

Enfin, deux autres enquêtes peuvent trouver place dans cette section :

- *Saisie-arrêt sur les salaires.* Paris, Imprimerie nationale, 1899, XXIII-138 p.
- *Enquête relative aux modifications à apporter à la loi du 7 mars 1850 sur les moyens de constater les conventions entre patrons et ouvriers en matière de tissage et de bobinage.* Paris, Imprimerie nationale, 1908, 52 p.²⁸

Apprentissage

Là encore, l'intérêt des trois études conduites sur ce thème et publiées dépasse de beaucoup l'objet annoncé :

- *L'apprentissage industriel. Rapport sur l'apprentissage dans l'imprimerie (1899-1901).* Paris, Imprimerie nationale, 1902, 320 p.
- *Rapport sur l'apprentissage dans les industries de l'ameublement.* Paris, Imprimerie nationale, 1905, 655 p.
- *L'apprentissage industriel. Rapport sur l'apprentissage dans l'industrie de l'horlogerie.* Paris, Imprimerie nationale, 1911, 290 p.

Placement

La question des bureaux de placement et plus généralement des modalités d'accès à l'emploi, fut traitée à plusieurs reprises par l'Office :

- *Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France. Son histoire, son état actuel (avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers).* Paris et Nancy, Berger-Levrault et C°, 1893, 734 p.
- *Seconde enquête sur le placement des employés, des ouvriers et des domestiques,* Paris, Imprimerie nationale, 1901, 186 p.

²⁴ Enquête faite à la demande de la Commission du Travail de la Chambre des députés.

²⁵ BNF : 8° Fw. 364.

²⁶ Enquête faite à la demande du Conseil supérieur du Travail (voir 23^e session, *La réduction de la journée de travail...*).

²⁷ BNF : 8° Lf262 279.

²⁸ BNF : 8° Lf262 293.

- *Enquête sur le placement des employés, ouvriers et domestiques à Paris depuis la promulgation de la loi du 14 mars 1904.* Paris, Imprimerie nationale, 1909, 200 p.

- *Les bureaux municipaux de placement à Paris en 1909. Rapport présenté à M. le ministre du Travail par M. Numa Raflin, enquêteur permanent à l'Office du Travail.* Paris, Imprimerie nationale, 1910, 30 p.²⁹

Une étude, réalisée par le même enquêteur, a été publiée en brochure sous le titre : *L'immigration et le placement des ouvriers agricoles polonais en France.*

Cet ouvrage ne se trouve dans aucun des fonds consultés.³⁰

Travail à domicile

Ce mode de travail, si répandu à l'époque, a fait l'objet de trois copieuses monographies :

- *Enquête sur le travail à domicile dans l'industrie de la lingerie.* Paris, Imprimerie nationale, 5 tomes :

t. 1 : *Paris*, 1907, 768 p.

t. 2 : *Cher, Allier, Loir-et-Cher, Indre, Maine-et-Loire, Sarthe*, 1908, 836 p.

t. 3 : *Seine-Inférieure, Oise, Aisne, Somme, Pas-de-Calais, Nord, Meuse, Meurthe-et-Moselle, Vosges*, 1909, 663 p.

t. 4 : *Rhône, Loire, Isère, Bouches-du-Rhône, Gard, Hérault, Aude, Haute-Garonne*, 1910, 454 p.

t. 5 : *Résultats généraux*, 1911, 154 p.

- *Enquête sur le travail à domicile dans l'industrie de la fleur artificielle.* Paris, Imprimerie nationale, 1913, 426 p.

- *Enquête sur le travail à domicile dans l'industrie de la chaussure.* Paris, Imprimerie nationale, 1914, 593 p.

Chômage

Un seul titre :

- *Documents sur la question du chômage.* Paris, Imprimerie nationale, 1896, 398 p.³¹

Hygiène et sécurité

- *Hygiène et sécurité des travailleurs dans les ateliers industriels. Législation française et étrangère.* Paris, Imprimerie nationale, 1895, 659 p.

- *Poisons industriels.* Paris, Imprimerie nationale, 1901, 449 p.

Études de régimes d'assurances sociales et de retraites

Une ample documentation sur les expériences étrangères en ces domaines a été rassemblée par l'Office du Travail :

²⁹ BNF : 8° Lf262 313.

³⁰ L'étude fut d'abord publiée dans le *Bulletin de l'Office du Travail* en 1911 (p. 1071-1081 et 1210-1220). La brochure se contentait-elle d'en reproduire le texte ? Il est fort possible que d'autres rapports d'enquête parus d'abord dans ce périodique (voir *infra*) aient été publiés à part.

³¹ BNF : 4° Lf262 220. Cette étude, entreprise à la demande du Conseil supérieur du Travail, a été également publiée par les soins du Conseil, avec, en introduction, le rapport Moron, Finance et Keüfer de 1896 (6e session), cité *supra* (BNF : 4° Lf262 219).

- Notices et comptes rendus. Fascicule I. *Étude statistique des accidents du travail d'après les rapports officiels sur l'assurance obligatoire en Allemagne et en Autriche*. Paris, Imprimerie nationale, 1892, 184 p.

- Notices et comptes rendus. Fascicule II. *Résultats financiers de l'assurance obligatoire contre Les accidents du travail en Allemagne et en Autriche*. Paris, Imprimerie nationale, 1892, 110 p.

- Notices et comptes rendus. Fascicule V. *Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie en Allemagne*. Paris, Imprimerie nationale, 1893, 134 p.

- Notices et comptes rendus. Fascicule VI. *Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie en Autriche*. Paris, Imprimerie nationale, 1893, 147 p.

- *Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche*. Paris, Imprimerie nationale, 2 tomes :

1ère partie : *Accidents*, 1894, 180 p.

2e partie : *Maladie, invalidité et vieillesse*, 1895, 229 p.

- *Bases statistiques de l'assurance contre les accidents d'après les résultats de l'assurance obligatoire en Allemagne et en Autriche*. Paris, Imprimerie nationale, 1899, 234 p.

En outre, cette étude consacrée à la France :

- *Les caisses patronales de retraites des établissements industriels*. Paris, Imprimerie nationale, 1898, VI-437 p.

Organisations ouvrières et grèves

Une enquête fut consacrée aux coopératives :

- *Les associations ouvrières de production*. Paris, Imprimerie nationale, 1897, 613 p.³²

Mais l'œuvre la plus célèbre de l'Office reste cette fort précieuse narration de l'histoire des organisations ouvrières et des grèves :

- *Les associations professionnelles ouvrières*. Paris, Imprimerie nationale, 4 tomes :

t. 1 : *Agriculture. Mines. Alimentation, Produits chimiques. Industries polygraphiques*, 1898 [imprimé par erreur : 1894] IV-905 p.

t. 2 : *Cuirs et peaux. Industries textiles. Habillement. Ameublement, travail du bois*, 1901, 895 p.

t. 3 : *Industries des métaux. Travail des pierres et des terres (céramique et verrerie)*, 1904, 821 p.

t. 4 : *Industries du bâtiment. Transport, commerce, manutention. Industries diverses. Les femmes dans les organisations professionnelles ouvrières*, 1904, 821 p.

On sait que, conçue et coordonnée par Isidore Finance, cette enquête fut confiée à "des ouvriers syndiqués, administrateurs de leurs syndicats"³³. La collecte des informations se fit notamment par voie d'entretiens auprès de vieux militants ("jusque dans les hospices de vieillards", est-il précisé t. 1, p. 111) ; de nombreuses archives syndicales, aujourd'hui disparues, furent mises à la disposition des enquêteurs, sur une simple demande de leur part (t. 3, p. 5-6).

Sur les grèves et les conflits collectifs :

³² Une notice fut publiée à part : *La lithographie parisienne, association d'ouvriers lithographes*. Paris, Imprimerie nouvelle (association ouvrière), 1900, 16 p. (BNF : 8° Lf262 250)

³³ T.1, p. III (Introduction de Moron, directeur de l'Office). Deux de ces enquêteurs occasionnels devinrent enquêteurs permanents de l'Office : Numa Raflin de la Chambre syndicale typographique parisienne et F. Fagnot, président de l'Union des syndicats ouvriers de Clermont-Ferrand. Ajoutons que la Fédération française des travailleurs du Livre assura en 1900 la reproduction de la partie du t. 1 traitant des industries polygraphiques sous le titre : *Les associations professionnelles ouvrières typographiques*, Paris, Imprimerie nationale, 196 p. (BDIC : B 1278).

- Notices et comptes rendus. Fascicule III. *Statistique des grèves survenues en France pendant les années 1890 et 1891*. Paris, Imprimerie nationale, 1892, 123 p.³⁴
- Notices et comptes rendus. Fascicule VII. *Statistique des grèves survenues en France pendant l'année 1892*. Paris, 1893, 186 p.
- *De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger*. Paris, Imprimerie nationale, 1893, VI-616 p.

Missions à l'étranger

On a vu, à la section VII, l'intérêt de l'Office pour les réalités étrangères. Citons encore :

- Notices et comptes rendus. Fascicule IV. *Examen analytique du 6e rapport annuel (1890) du "Département du Travail" des États-Unis d'Amérique (industries houillère et métallurgique). De l'emploi des artèles et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer russes*. Paris, Imprimerie nationale, 1893, 93 p.

Mais l'Office a aussi financé des missions dont les rapports furent publiés :

- *Législation ouvrière et sociale en Australie et Nouvelle-Zélande. Mission de M. Albert Métin, agrégé de l'Université*. Paris, Imprimerie nationale, 1901, 200 p.
- *Les difficultés entre les compagnies de chemin de fer et leur personnel en Grande-Bretagne depuis 1906. (Mission de M. Festy, enquêteur à l'Office du Travail, novembre-décembre 1911)*. Paris, Imprimerie nationale, 1912, 30 p.³⁵
- *Les bureaux de placement en Allemagne. Mission du ministère du Travail (septembre-octobre 1909). Rapport présenté à M. le Ministre du Travail par Charles Piquenard, rédacteur en chef du Bulletin de l'Office du Travail*. Paris, Imprimerie nationale, 1912, 30 p.³⁶
- *Les conditions du travail aux États-Unis étudiées spécialement dans la tannerie au chrome pour chaussures. Mission du ministère du Travail (mai 1908)*. Paris, Édouard Cornély et C^o, 1910, XVI-317 p.³⁷

Les titres qu'on va découvrir maintenant sont, sans conteste, les moins connus de la production officielle en matière sociale. Il est vrai qu'il ne s'agit plus, en règle générale, du résultat d'enquêtes ou d'investigations sur les faits et les pratiques, mais plutôt d'une vaste documentation sur les lois sociales, les textes et leur application. Dans ces rapports ou ces comptes rendus, la condition salariale n'est observée qu'à travers le prisme de la loi. L'historien aurait cependant grand tort de négliger ou mépriser cette production d'origine juridique. Celle-ci ne saurait non plus être confondue avec ce qu'on est convenu d'appeler aujourd'hui la "littérature grise", cette forme bâtarde de la publication officielle : les travaux ici énumérés correspondent à d'authentiques ouvrages – à des livres –, bel et bien destinés à être diffusés et lus en dehors de l'étroit cercle bureaucratique qui a pu les produire ou les inspirer.

Les principes qui ont guidé notre présentation, ici, ont été le maintien de l'unité des collections et le rapprochement des ouvrages ou des séries selon leur origine institutionnelle et non pas selon leur contenu : tout classement thématique eût en effet abouti à une grande confusion bibliographique.

³⁴ Cet ouvrage ainsi que le suivant constituent en réalité les deux premiers volumes de la célèbre série inaugurée pour l'année 1893 sous le titre : *Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage pendant l'année...* Voir *infra*.

³⁵ Publié d'abord dans le *Bulletin de l'Office du Travail* en 1912.

³⁶ MS : 18296 br.

³⁷ Le sous-titre précise : *Rapports présentés à M. le Ministre du Travail par MM. F. Pin et Caumartin, ouvriers syndiqués de l'industrie des cuirs et peaux, Ch Fritz et F. Richard, mégissiers de l'usine A. Combe et fils de Saint-Denis, et Charles Barrat enquêteur permanent au ministère du Travail, chef de la mission.*

C. LES PÉRIODIQUES SPÉCIALISÉS

Un souci de diffusion du bilan des lois sociales et des enquêtes anime les deux périodiques, au demeurant fort différents, publiés par la direction du Travail au ministère du Commerce, puis du Travail.

Le plus connu et le plus utilisé reste le *Bulletin de l'Office du Travail*, fondé en janvier 1894. Publication mensuelle à bon marché – 20 c. le numéro –, ce bulletin avait pour but de mettre à la portée du public, souhaité le plus large possible, toute l'actualité sociale officielle. On y trouve pêle-mêle le dernier décret signé par le ministre, la statistique des grèves du trimestre écoulé, les chiffres les plus récents sur le placement à Paris ou le mouvement des caisses d'épargne... Les enquêtes de l'Office sont naturellement signalées et résumées en bonne place.

Tous ces faits et chiffres, extraits de publications officielles ou destinés à y figurer un jour, ne constituent pas à proprement parler une documentation originale. Une rubrique fait cependant exception, la "Revue du travail" où étaient publiées chaque mois les notes sur la conjoncture industrielle et l'emploi transmises par les syndicats ouvriers et patronaux, par les correspondants de l'Office, par les conseillers prud'hommes... La masse de ces "brèves" défie d'ailleurs l'analyse. Il convient d'autre part de signaler quelques articles d'une certaine étendue³⁸ et – sauf erreur – non repris ou publiés ailleurs, qui rendent compte d'enquêtes très précises³⁹ :

- "Le repos de l'après-midi du samedi", mars 1903, p. 204-212.
- "L'application de la loi de 10 h. et les salaires. I. Industries textiles proprement dites", mars 1905, p. 193-205 ; "II. Suite et fin", mai 1905, p. 420-434.
- "La journée de 8 heures dans l'industrie privée au commencement de 1906", mai 1906, p. 462-471.
- "Enquête sur l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les travaux publics en 1898", oct.-nov. 1908, p. 968-983.
- "L'enquête de l'Office du Travail sur les économats annexés aux établissements industriels", nov. 1909, p. 1188-1208 ; déc. 1909, p. 1291-1297 ; janvier 1910, p. 33-42.
- "Enquête sur les professions embrassées par les élèves sortis des écoles de la Ville de Paris à la fin de l'année scolaire 1911-1912", mai 1913, p. 465-473.

Existe un volume de tables :

- *Tables 1894-1907. Liste des actes officiels concernant l'organisation du travail et la condition des travailleurs en France. Table alphabétique des matières contenues dans le t. I à XIV*, 172 p.

Signalons enfin que le titre du périodique change à partir de juin 1913 pour devenir le *Bulletin du ministère du Travail et de la Prévoyance sociale*.

Créé en 1893, le *Bulletin de l'inspection du Travail* était l'organe officiel et savant de ce nouveau service de l'État. Destiné à un public restreint de spécialistes des questions du travail et de praticiens du droit social, ce bulletin – 6 numéros par an,

³⁸ Isabelle Lespinet-Moret signale dans la bibliographie de sa thèse (*Théories et pratiques républicaines de la réforme sociale : l'Office du Travail...*, p. 658-664) trois articles qui nous avaient échappé : "Le chômage chez les ouvriers brodeurs", août et septembre 1909 ; "Les conditions d'apprentissage et de travail des lads (garçons d'écurie de courses)", novembre 1911 ; "Les salaires agricoles", février 1913 – Sur le Bulletin lui-même, voir dans cette même thèse, les pages 423 à 438.

³⁹ Il s'agit d'enquêtes réalisées soit par l'Office, soit par l'inspection du Travail. Rappelons l'article paru en 1911 : "L'immigration et le placement des ouvriers agricoles en France" (cit. *supra*, note 30) et signalons qu'une enquête sur "le chômage dans la mégisserie et la tannerie en France", publiée dans le Bulletin en 1908 et 1909 figure dans les annexes de l'ouvrage déjà cité, *Les conditions de travail aux États-Unis...*, p. 252-309.

en fait 3 numéros doubles – comporte, outre une chronique administrative et jurisprudentielle des plus nourries, deux rubriques dont il convient de souligner l'intérêt :

- les "Documents et renseignements divers" d'une part, où l'on peut trouver la reproduction *in extenso* des débats parlementaires sur les lois sociales (y compris les débats antérieurs, comme celui de 1847-1848 à la chambre des Pairs) et surtout un ensemble de communications et de rapports originaux émanant de commissions fonctionnant au ministère, comme la commission d'hygiène industrielle ou la commission de codification des lois ouvrières (voir *infra*).

- les "Travaux originaux des inspecteurs" d'autre part : peu nombreuses au début, ces études réalisées (et signées) par les inspecteurs se multiplient ensuite dans le *Bulletin*, au rythme d'une quinzaine par an après 1900. Les sujets traités se rapportent pour la plupart à la sécurité et à l'hygiène du travail, reflet probable de la formation essentiellement technique et médicale des inspecteurs⁴⁰.

Une "Table alphabétique et analytique des matières" figure en tête de chaque volume, paginée en chiffres romains. Existe en outre ce volume spécial et unique :

- *Table analytique des années 1893 à 1898 inclus*, 119 p.

Signalons enfin qu'en 1905 le titre du périodique est complété en *Bulletin de l'Inspection du Travail et de l'hygiène industrielle*, et que son existence excède largement l'année 1914.

D. PUBLICATIONS EN SÉRIE SUR LES QUESTIONS SOCIALES

Les publications regroupées dans cette section sont de deux sortes : d'une part les rapports sur l'application des lois sociales, publication officielle type, ici représentée par deux collections de comptes rendus, l'une portant sur la réglementation du travail, l'autre sur les retraites⁴¹ ; d'autre part les séries de données régulièrement rassemblées et publiées par l'État dans trois domaines faisant l'objet de son attention toute particulière : la mutualité, le syndicalisme et la grève.

L'importante loi du 2 novembre 1892 sur "le travail des enfants, des filles mineures et des femmes" dans l'industrie est à l'origine d'une série de rapports administratifs imprimés d'un intérêt documentaire considérable. Certes la législation antérieure – loi du 9 septembre 1848 et surtout loi du 19 mai 1874 – avait déjà donné lieu à comptes rendus et rapports⁴², mais sans l'étendue et la précision de ceux publiés sous le régime de la loi de 1892 et des lois subséquentes. Une commission supérieure du Travail de neuf membres était créée – plutôt, renouvelée de la loi de 1874 –, et chargée, entre autres tâches, de présenter chaque année un rapport sur l'application de la nouvelle réglementation et sur l'activité de l'inspection du travail, entièrement remodelée à cette occasion⁴³.

⁴⁰ Voir les épreuves de certains articles et la correspondance rédactionnelle dans les cartons F22 552 à 554 aux AN.

⁴¹ Les rapports sur l'application de la loi de 1898 (accidents du travail), cités *infra*, relèvent en fait du même genre.

⁴² Ces publications sortent des limites de cette bibliographie. Signalons seulement ici qu'il existe un compte rendu annuel publié en 1875 et 1891 (d'abord dans le *Journal officiel* puis en volume) et intitulé : *Rapport sur l'application de la loi du 19 mai 1874 et de la loi du 9 septembre 1848 pendant l'année... , présenté à M. le Président de la République par MM. les membres de la Commission supérieure du Travail dans l'industrie*. Des tableaux annexes chiffrés apparaissent en 1885 et les rapports des inspections divisionnaires sont joints à partir de 1887 (Voir MT : 4° Q 30 ; BNF : Fol Lf162 140.)

⁴³ Voir dorénavant : Vincent Viet, *Les voltigeurs de la république. L'inspection du travail en France jusqu'en 1914*, Paris, CNRS Éditions, 1994, 2 vol. , 629 p. (Sources et bibliographie, p. 607-616)

Ce rapport annuel, augmenté de statistiques sur le personnel protégé, les dérogations accordées, les infractions constatées, les accidents du travail..., et complété par le rapport du ministre sur l'application des lois concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs (lois 1893 et de 1903), est encore considérablement enrichi par la publication dans le même volume des rapports particuliers des inspecteurs divisionnaires du travail. Cette série, d'intérêt donc à la fois national et régional, a pour titre et sous-titres :

Rapports sur l'application des lois réglementant le travail pendant l'année... [puis : en...]. Rapport sur l'application de la loi du 2 novembre 1892 présenté à M. le Président de la République par MM. les membres de la Commission supérieure du Travail. Rapport sur l'application de la loi du 12 juin 1893 [puis : des 12 juin 1893-11 juillet 1903] présenté... par M. le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale. Rapports des inspecteurs divisionnaires du travail et des ingénieurs en chef des mines.

En voici les dates de publication (par les soins de l'Imprimerie nationale) et la pagination⁴⁴ :

- ... pendant l'année 1893. 1894, 255 p.
- ... pendant l'année 1894. 1895, XXXIX - 699 p.
- ... pendant l'année 1895. 1896, L-539 p.
- ... pendant l'année 1896. 1897, LXXI-513 p.
- ... pendant l'année 1897. 1898, LXXXVIII-748 p.
- ... pendant l'année 1898. 1899, XCVI-706 p.
- ... pendant l'année 1899. 1900, CLXXVIII-726 p.
- ... pendant l'année 1900. 1901, CCI-673 p.
- ... pendant l'année 1901. 1902, CLXXXVI-642 p.
- ... pendant l'année 1902. 1903, CLXXXIX-460 p.
- ... pendant l'année 1903. 1904, CLXX-416 p.
- ... pendant l'année 1904. 1905, CCI-458 p.
- ... pendant l'année 1905. 1906, CXCII-476 p.
- ... pendant l'année 1906. 1907, CCXVIII-560 p.
- ... pendant l'année 1907. 1908, CCXLVI-566 p.
- ... pendant l'année 1908. 1909, CXCI-621 p.
- ... pendant l'année 1909. 1910, CLVIII-408 p.
- ... en 1910. 1911, CLXVIII-540 p.
- ... en 1911.1912, CXCIV-520 p.
- ... en 1912. 1914, CCXIX-538 p.
- ... en 1913. 1920, CXX-91 p.⁴⁵

La loi de 1892 d'autre part chargeait les conseils généraux de créer des commissions départementales du Travail, ayant pour fonction de présenter au ministre et à la commission supérieure des observations et avis sur "l'exécution de la loi et les améliorations dont elle serait susceptible". Combien de ces commissions furent-elles instituées ? Certaines publièrent-elles le résultat de leurs travaux ? Ce fut le cas, remarquons-le, de la commission départementale de la Seine⁴⁶, créée par le conseil général en décembre 1898, et qui, notamment, accordait une large représentation aux syndicats ouvriers.

Citons également ici un recueil de rapports d'inspecteurs du travail :

⁴⁴ Voir MT : 8° Pa 26 ; BNF : 8° Lf262 196.

⁴⁵ Le volume pour 1913 ne contient pas les rapports des inspecteurs divisionnaires.

⁴⁶ Il s'agit de la série intitulée *Compte rendu des séances de la Commission départementale du Travail. Procès-verbal de la séance du...* Une collection très lacunaire de ces petits fascicules verts, publiés par Chaix, est conservée dans les cartons F22 398 et 471 aux AN.

• Ministère du Commerce. Direction de l'Industrie. *Rapports présentés à M. le ministre par les inspecteurs divisionnaires du travail dans l'industrie sur la question de l'interdiction du travail de nuit*. Paris, Imprimerie nationale, 1900, 87 p.⁴⁷

Enfin, il peut être utile de signaler que les procès-verbaux manuscrits des séances de la commission supérieure du Travail (celle de 1874 puis celle de 1892) sont en partie conservés à la bibliothèque du ministère du Travail⁴⁸.

La loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières fut une loi aussi contestée que difficilement mise en œuvre. Ses résultats officiels sont consignés dans la série intitulée : *Rapport sur l'application de la loi des 5 avril 1910 - 27 février 1912 sur les retraites ouvrières et paysannes...*⁴⁹

Sont parus pour notre période :

- ... pendant l'année 1912, par Henry Chéron Paris, Imprimerie nationale, 1913, 219 p.
- ... pendant l'année 1913, par Bienvenu-Martin. Paris, Imprimerie nationale, 1914, 131 p.
- ... pendant l'année 1914, par Albert Métin. Paris, Imprimerie nationale, 1916, 199 p.

Les sociétés de secours mutuels, sous le régime du décret du 26 mars 1852 comme sous celui de la loi du 1er avril 1898, firent l'objet d'un volume annuel de statistiques où était dressé le bilan de leurs effectifs et de leurs opérations : nombre des sociétés de différents types, cotisations perçues, versements effectués, situation des fonds de retraite... Cette série très étendue – mais quasi inexploitée – porte le titre de *Rapport sur les opérations des sociétés de secours mutuel pendant l'année...* Adressé au président de la République, le rapport avait pour auteur le ministre de l'Intérieur en exercice puis, à partir des rapports publiés après 1906, le ministre du Travail, la mutualité étant en effet jusqu'à cette date restée sous la tutelle du premier.

Aucune des bibliothèques consultées ne semble posséder de collection complète, ni même quelque peu suivie, de ces rapports. Nous ignorons même la date de départ de la série. Les années retrouvées sont les suivantes⁵⁰ :

- ... pendant l'année 1880, par René Goblet, ministre de l'Intérieur. Paris, Imprimerie nationale, 1882, 449 p.
- ... pendant l'année 1883, par Allain-Targé. Paris, Imprimerie nationale, 1884, 337 p.
- ... pendant l'année 1886, par Louis Constans. Melun Imprimerie administrative, 1889, 717 p.
- ... pendant l'année 1889, par Louis Constans. Melun, Imprimerie administrative, 1892, 604 p.
- ... pendant l'année 1895, par Louis Barthou. Melun, Imprimerie administrative, 1897, 983 p.
- ... pendant l'année 1900, par Louis Combes. Melun, Imprimerie administrative, 1902, 922 p.
- ... pendant l'année 1904, par René Viviani, ministre du Travail. Melun, Imprimerie administrative, 1909, 153 p.
- ... pendant l'année 1908, par L. Laffere. Melun, Imprimerie administrative, LXXIII-308 p.

⁴⁷ Voir BNF : 8° Lf262 249 ; MS : 11155.

⁴⁸ Il s'agit de trois volumes reliés figurant au fond ancien non coté de la bibliothèque: T.1 : 1874-1885 ; T. 2 : du 22 janvier 1886 au 7 juillet 1897 ; T. 3: du 7 juillet 1897 au 8 juin 1906.

⁴⁹ Voir BNF : 8° Lf262 328.

⁵⁰ Voir MS : 493; MT : 4° Y 114 et 115 ; AN : AD XIX W 72.

- ... pendant l'année 1910, par Henry Chéron. Melun, Imprimerie administrative, 1913, 113 p.

Ces rapports, à l'exception de ceux publiés pour les années 1883, 1904 et 1910, contiennent en annexe une "liste des sociétés de secours mutuels approuvées ou reconnues comme établissements d'utilité publique, et des sociétés autorisées", ou, après 1898, "libres", donnant pour chaque société, son nom, la commune où elle est établie, la date d'approbation (ou de dépôt) de ses statuts, le nombre de ses membres honoraires et participants, enfin le nom de son président. Certaines listes semblent avoir été publiées à part⁵¹. En tout cas les sociétés établies à Paris et sa banlieue ont fait l'objet de répertoires séparés parus sous le titre : *Sociétés de secours mutuels du département de la Seine*, et ayant connu au moins trois éditions, avec ce sous-titre :

- *Liste par ordre alphabétique des sociétés de secours mutuels au 1er juillet 1907 : liste des sociétés approuvées ou reconnues comme établissements d'utilité publique ; liste des sociétés libres*. Melun, Imprimerie administrative, 1907, 224 p.

- *Liste ... au 1er juillet 1908...* Melun, Imprimerie administrative, 1908, 287 p.

- *Liste ... au 1er juillet 1910...* Melun, Imprimerie administrative, 1911, 245 p.⁵²

Signalons enfin cet intéressant survol de la France mutualiste établi à partir des statistiques du rapport :

- Ministère du Travail. Direction de la Mutualité. *Recueil de documents statistiques sur les sociétés de secours mutuels. Cartogrammes et graphiques préparés pour l'Exposition internationale de Turin*. 1911. Paris, Monrocq, 1911, 18 planches et 6 tableaux⁵³.

Les 19 volumes de la série intitulée *Annuaire des syndicats professionnels, industriels, commerciaux et agricoles*, parue entre les années 1889 et 1914, constitue pour l'histoire du syndicalisme ouvrier (mais aussi patronal) un outil précieux, permettant le repérage et la comptabilité des organisations. Réservé aux syndicats ayant fait connaître, conformément à la loi de 1884, le texte de leurs statuts et le nom de leurs dirigeants – ce détail importe, au moins les premières années –, l'Annuaire fournit par département et par localité la liste complète des organisations professionnelles, classées en syndicats ouvriers, patronaux, mixtes et, seulement jusqu'en 1900, agricoles ; figurent également les unions de syndicats et les bourses du Travail. Pour chaque syndicat sont précisés le nombre de ses membres, l'adresse exacte de son siège et l'année de fondation, avec, le cas échéant, la mention des institutions fondées par lui (caisse de secours, bureau de placement...).

La collection, publiée par la librairie Berger-Levrault, est ainsi constituée⁵⁴:

- 1^{ère} année - 1889. XVI-309 p.
- 2^e année - 1890. XXVII-364 p.
- 3^e année - 1891. XIII-521 p.
- 4^e année - 1892. XLVII-479 p.
- 5^e année - 1893. LXVII-438 p.
- 6^e année - 1894. LIII-499 p.
- 7^e année - 1895. LXXI-563 p.
- 8^e année - 1896. XLVII-559 p.
- 9^e année - 1897. LV-616 p.

⁵¹ Comme la liste du rapport pour l'année 1902 publiée sous le titre : *Annexe au rapport sur les opérations des sociétés de secours mutuels pendant l'année 1902 par Eugène Étienne, ministre de l'Intérieur*, Melun, Imprimerie administrative, 1905, 581 p. (MT : 4° T.53).

⁵² Voir AN : AD XIX W 73 ; BNF : Fol Lf262 298.

⁵³ Voir BNF : Fol. L31 237 ; MS : 20120.

⁵⁴ Voir MT : 8° Pa 1 ; MS : 517

- 10^e année - 1898-1899. LIII-611 p.
- 11^e année - 1900. LVII- 686 p.
- 12^e année - 1901. LVIII-624 p.
- 13^e année - 1902. LVIII-728 p.
- 14^e année - 1903. LX-764 p.
- 15^e année - 1904-1905. LVIII-804 p.
- 16^e année - 1908-1909. L-953 p.
- 17^e année - 1910-1911. LII-940 p.
- 18^e année - 1912. LII-960 p.
- 19^e année - 1914. LII-956 p.

Chaque volume contient en outre une partie législative et réglementaire étendue⁵⁵, ainsi que des tableaux statistiques récapitulatifs.

Bien plus connue est la publication annuelle réalisée par l'Office du Travail sur les conflits collectifs et les grèves. Le souci d'exhaustivité et de précision dans la mesure du fait social déployé ici par l'Office n'est plus à souligner⁵⁶. Précédée par les deux volumes déjà décrits (voir *supra*) cette série, intitulée précisément *Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage survenus pendant l'année...*, est publiée avec grand soin par l'Imprimerie nationale : les tableaux, souvent très complexes, se lisent sans effort. Elle se décompose ainsi jusqu'en 1914⁵⁷ :

- ... pendant l'année 1893. 1894, 425 p.
- ... pendant l'année 1894. 1895, 304 p.
- ... pendant l'année 1895. 1896, XII-336 p.
- ... pendant l'année 1896. 1897, XIII-358 p.
- ... pendant l'année 1897. 1898, XV-304 p.
- ... pendant l'année 1898. 1899, XVIII-234 p.
- ... pendant l'année 1899. 1900, XVIII-632 p.
- ... pendant l'année 1900. 1901, XVI-619 p.
- ... pendant l'année 1901. 1902, XVI-400 p.
- ... pendant l'année 1902. 1903, XVI-482 p.
- ... pendant l'année 1903. 1904, XVI-575 p.
- ... pendant l'année 1904. 1905, XIX-772 p.
- ... pendant l'année 1905. 1906, XIX-684 p.
- ... pendant l'année 1906. 1907, XXI-824 p.
- ... pendant l'année 1907. 1908, XVIII-688 p.
- ... pendant l'année 1908. 1909, XVIII-550 p.
- ... pendant l'année 1909. 1910, XVIII-466 p.
- ... pendant l'année 1910. 1911, XVIII-580 p.
- ... pendant l'année 1911. 1912, XVIII-537 p.
- ... pendant l'année 1912. 1913, XVII-483 p.
- ... pendant l'année 1913. 1914, XVI-459 p.

Dans chaque volume, les états statistiques détaillés sont suivis du récit d'un certain nombre de grèves, parfois plus d'une centaine : il s'agit principalement des grèves ayant donné lieu à l'intervention d'un juge de paix comme arbitre (loi de 1892), et aussi des conflits importants où une autorité administrative quelconque

⁵⁵ Cette partie a fait l'objet d'une publication à part en 1893 : Ministère du Commerce. Direction de l'Enseignement industriel et commercial. Bureau des syndicats professionnels. *Recueil de législation et de jurisprudence à l'usage des syndicats professionnels... constitués conformément à la loi du 21 mars 1884. Annexe à l'Annuaire*. Paris et Nancy, Berger-Levrault et C°, 1893, 144 p. (MT : 8° Pa 120).

⁵⁶ Lire l'analyse de Michelle Perrot, *Les ouvriers en grève*, Paris, Mouton, 1974, t. 1, p. 24 et suiv.

⁵⁷ Voir BNF : 8° Lf262 198 ; MT : 8° P 708 ; MS : 327.

avait été appelée à jouer ce rôle. A partir de 1909, cette rubrique, intitulée "Historique des principaux conflits", recense surtout les conventions collectives conclues à l'époque entre organisations ouvrières et patronales.

Une statistique récapitulative a été publiée en 1900 :

- Direction du Travail. *Statistique des grèves de 1890 à 1899*. Paris, Imprimerie nationale, 1900, 27 p.⁵⁸

E. PUBLICATIONS DES CONSEILS SUPÉRIEURS ET DES COMMISSIONS DÉPENDANT DU MINISTÈRE

On trouvera ici rassemblée la production imprimée – procès-verbaux, rapports ou comptes rendus de travaux – émanant des organismes éphémères ou permanents qui, au Commerce puis au Travail, avaient pour tâche d'éclairer de leurs avis et l'administration et le pouvoir politique. Il s'agit en premier lieu des conseils supérieurs, ces hautes assemblées consultatives dont la plus importante, le Conseil supérieur du Travail, nous est déjà à vrai dire connue (voir *supra*), et ensuite des diverses commissions nommées par le ministre pour traiter, entre spécialistes et responsables réputés compétents, des questions les plus diverses.

Publications des conseils supérieurs

Le Conseil supérieur de Statistique

Institué en 1885 et composé de hauts fonctionnaires et de "membres choisis dans les sociétés savantes et parmi les personnes connues pour leurs travaux de statistique", ce conseil avait pour but de donner aux divers bureaux de statistique existant dans les ministères "une impulsion commune, une même méthode". Un certain nombre des rapports présentés et discutés lors des sessions tenues avant 1914 traitent de la méthodologie de l'enquête sociale et des améliorations à apporter à la statistique du travail. C'est la raison pour laquelle ce conseil est ici mentionné, en dépit de son rattachement à la Statistique générale de la France, administration dont les publications – rappelons-le – ont été exclues de cette bibliographie.

Les actes du conseil sont publiés à l'Imprimerie nationale sous le titre *Bulletin du Conseil supérieur de Statistique* dont la collection se décompose ainsi⁵⁹ :

- n° 1. *Session de 1885-1886*. 1886, 202 p.
- n° 2. *Deuxième session de 1886*. 1887, 176 p.
- n° 3. *Session de 1887*. 1889, 283 p.
- n° 4. *Session de 1890*. 1890, 243 p.
- n° 5. *Session de 1894.1895*, 155 p.
- n° 6. *Compte rendu de la session de 1895. Documents préparatoires à la session de 1897*. 1897, 75 p.
- n° 7. *Compte rendu de la session de 1897. Documents préparatoires à la session de 1900*. 1900, 161 p.
- n° 8. *Compte rendu de la session de 1900. Documents préparatoires à la session de 1903*. 1903, 109 p.

⁵⁸ Voir BNF : 8° Lf262 253.

⁵⁹ Voir MT: 4° P 514 ; BNF : 4° Lc5 146. Deux rapports préparés par Émile Cheysson pour la session de 1903 ont été publiés à part : Conseil supérieur de Statistique. *Session de 1903. Rapports au nom du Comité permanent sur les statistiques de la mutualité et de la criminalité, par E. Cheysson*. 1903, 21 p. (MS : 12697). Ce bulletin ne doit pas être confondu avec le *Bulletin de la Statistique générale de la France* (t. 1 : oct. 1911- juillet 1912).

- n° 9. *Compte rendu de la session de 1903. Documents préparatoires à la session de 1905.* 1905, 117 p.
- n° 10. *Compte rendu de la session de 1905. Documents préparatoires à la session de 1908.* 1908, 112 p.
- n° 11. *Compte rendu des sessions de 1908 et 1912.* 1912, 103 p.

Le Conseil supérieur des Habitations à bon marché

Constitué par l'article 14 de la loi du 30 novembre 1894 pour traiter de "toutes les questions concernant les logements économiques", ce conseil, qui rassemblait des fonctionnaires, des élus et les autorités de l'époque en la matière, publie un important document annuel : le *Rapport du Conseil supérieur des Habitations à bon marché à M. Le Président de la République*, qui rend très précisément compte du développement (et des limites) du logement social⁶⁰. Cette série publiée à l'Imprimerie nationale sous l'égide de la direction de l'Assurance et de la Prévoyance sociales, a déjà été décrite⁶¹. Rappelons-en les principaux détails bibliographiques pour la période qui est la nôtre :

- *Année 1896.* 1897, 65 p.
- *Année 1897.* 1898, 53 p.
- *Année 1898.* 1899, 34 p.
- *Année 1899.* 1900, 37 p.
- *Année 1900.* 1901, 50 p.
- *Année 1901.* 1902, 67 p.
- *Année 1902.* 1903, 78 p.
- *Année 1903.* 1904, 60 p.
- *Année 1904.* 1905, 69 p.
- *Année 1905.* 1906, 91 p.
- *Année 1906.* 1907, 69 p.
- *Année 1907.* 1908, 87 p.
- *Année 1908.* 1909, 82 p.
- *Année 1909.* 1910, 90 p.
- *Année 1910.* 1911, 76 p.
- *Année 1911.* 1912, 91 p.
- *Année 1912.* 1913, 91 p.
- *Année 1913.* 1914, 97 p.

Le Conseil supérieur des Sociétés de secours mutuels

Instauré par la loi du 1er avril 1898 (article 34), ce conseil parfois abusivement dit "de la Mutualité" – il perd ce titre dès sa deuxième année d'existence pour s'appeler "des Sociétés de secours mutuels" –, aurait exercé une influence administrative et parlementaire des plus grandes⁶². Il est en tout cas certain que toute étude sur le mutuellisme sous la Troisième République gagnerait à dépouiller ses actes, intitulés *Procès-verbaux du Conseil supérieur de la Mutualité*, devenus donc, à partir de la 1ère session de 1900, *Procès-verbaux du Conseil supérieur des Sociétés de secours mutuels*.

⁶⁰ Voir MS : 22771 ; BNF : 8° Lf262 233 (avec lacunes). Le Conseil a également publié cette mise au point : Direction du Travail. *Note du Conseil supérieur des Habitations à bon marché sur la mission des Comités locaux.* Paris, Imprimerie nationale, 1897, 9 p. (BNF : Lf262 224.)

⁶¹ Roger-Henri Guerrand, *Le logement populaire en France. Sources documentaires et bibliographie (1800-1960).* Centre d'études et de recherches architecturales, p. 89-91.

⁶² J.-A Tournerie, *Le ministère du Travail...*, op. cit., p. 201-202.

Sous ce titre, chaque session du conseil – il se réunit deux fois par an, à des dates variables – fait l'objet d'un fascicule séparé, publié chez Paul Dupont puis, à partir d'avril 1905, à l'Imprimerie administrative de Melun. La collection consultée⁶³, close en 1912, est constituée de 4 volumes qui rassemblent les fascicules suivants :

- T. 1 : 1^{ère} session, 1899, 32 p. ; 1^{ère} session 1900, 64 p. ; 2^e session 1900, 68 p. ; 1^{ère} session 1901, 86 p. ; 2^e session 1901, 109 p. ; 1^{ère} session 1902, 120 p. ; 2^e session 1902, 115 p. ; 1^{ère} session de mai 1903, 151 p.

- T. 2 : Session de novembre 1903, 138 p. ; Session de juin 1904, 106 p. ; Session de novembre 1904, 48 p. ; Session d'avril 1905, 238 p. ; Session de novembre 1905, 58 p. ; Session de juillet 1906, 77 p. ; Session de décembre 1906, 90 p. ; Session de mars 1907, 115 p.

- T. 3 : Session de novembre 1907, 130 p. ; Session de mars 1908, 78 p. ; Session de novembre 1908, 118 p. ; Session de mai 1909, 121 p.

- T. 4 : Session de novembre 1909, 126 p. ; Session de janvier 1910, 127 p. ; Session d'octobre 1910, 79 p. ; Session d'avril 1911, 89 p. ; Session de décembre 1911, 88 p. ; Session de juin 1912, 82 p. ; Session de décembre 1912, 103 p.

Le t. 1 et le t. 2 contiennent chacun une *Table alphabétique et analytique des matières contenues dans les procès-verbaux du Conseil supérieur des Sociétés de secours mutuels*.

Enfin, nous n'avons retrouvé aucune publication émanant du "Conseil supérieur des Retraites ouvrières et paysannes", organisme créé par la loi du 5 avril 1910⁶⁴ pour l'étude des questions relevant de l'assurance vieillesse.

Publications des commissions

La Commission de codification des lois ouvrières

Cette commission créée en 1901 par Millerand au ministère du Commerce et dont la loi du 28 décembre 1910 fut le fruit tardif, est l'auteur de plusieurs rapports parus sous le titre général de *Code du Travail et de la Prévoyance sociale*, et portant les sous-titres explicatifs suivants⁶⁵ :

- *Livre I. Des conventions relatives au travail. Rapporteur : Raoul Jay. Paris, Imprimerie nationale, 1904, 31 p.*

- *Livre II. De la réglementation du travail. Rapporteur : Bourguin. Paris, Imprimerie nationale, 1904, 83 p.*

- *Livre III. Des groupements professionnels. Rapporteur : Arthur Fontaine. Paris, Imprimerie nationale, 1904, 83 p.*

- *Livre IV. De la juridiction de la conciliation et de l'arbitrage. De la représentation professionnelle. Rapporteur : La Borde. Paris, Imprimerie nationale, 1904, 34 p.*

- *Livre V. Des assurances ouvrières. Rapporteur : Georges Paulet. Paris, Imprimerie nationale, 1904, 65 p.*

D'autre part, une collection multigraphiée du procès-verbal des séances tenues par la commission entre le 11 décembre 1901 et le 1^{er} décembre 1906, figure, réunie en un volume, à la bibliothèque du ministère du Travail⁶⁶.

⁶³ Voir MT : 8° P 710 ; BNF : 8° Lf262 239 (avec lacunes) Précisons qu'à partir de la session d'avril 1905 également, chaque fascicule porte désormais en sous-titre : *Réunion plénière. Commission des vœux. Session de...*

⁶⁴ Évocation rapide dans J.-A. Tournerie, *Le ministère du Travail...*, op. cit., p. 341, note 30.

⁶⁵ Voir MS : 13606 ; MT : 8° Br 828 (avec lacunes). Sur cette commission et la gestation parlementaire du Code du Travail, lire J.-A. Tournerie, *Le ministère du Travail ...*, op. cit., p. 292-294.

⁶⁶ Voir MT : 4° Q 27

Enfin, une des brochures publiées dans la série intitulée *Recueil de documents sur la prévoyance sociale* (voir *infra*) est à rapprocher des travaux de cette commission :

- *Projet de Code du Travail et de la Prévoyance sociale, voté par la Chambre des députés le 15 avril 1905, 1905, 61 p.*

La Commission d'hygiène industrielle

Cette autre création de Millerand semble être à l'origine de nombreux travaux scientifiques ou techniques relevant de sa spécialité, si l'on en juge par les rapports figurant dans le *Bulletin de l'Inspection du Travail* ⁶⁷. Elle a d'autre part publié ce volume qui résume une partie de ses études :

- *Maladies professionnelles. Étude technique sur leur assimilation aux accidents du travail.* Paris, Imprimerie nationale, 1903, 147 p.⁶⁸

Notons également le rapport suivant rédigé par le secrétaire de la commission :

- Gallard (Franck, Dr). *L'hygiène de l'ouvrier aux États-Unis considéré au double point de vue du milieu professionnel et de l'assistance administrative. Rapport présenté à M. le Ministre du Commerce.* Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1905, XVII-200 p.⁶⁹

La Commission des crises économiques

En décembre 1907 fut créée par Viviani au ministère du Travail une commission dite "des crises économiques" dans le but d'étudier "les symptômes des crises économiques" et de rechercher "les moyens de prévoir les chômages qui peuvent en résulter". Elle publia les deux études suivantes :

- *Rapport présenté au nom de la Commission sur les indices des crises économiques, par Edmond Laurent et Georges Cahen.* Paris, Imprimerie nationale, s.d. [1909], 44 p.⁷⁰

- *Rapport présenté au nom de la Commission par Georges Cahen et Edmond Laurent... sur les indices des crises économiques et sur les mesures financières propres à atténuer les chômages résultant des crises.* Paris, Imprimerie nationale, s.d. [1910], 78 p.⁷¹.

La Commission des tables de mortalité et de morbidité

L'article 36 de la loi du 1er avril 1898 sur les sociétés de secours mutuel avait prescrit l'établissement de tables de mortalité et de morbidité applicables à ces sociétés. C'est là l'origine de cette commission dont le bilan des travaux fut publié par la direction de Mutualité du ministère du Travail⁷² :

- *Rapport définitif sur les travaux organisés par la Commission de 1899 à 1910 et sur leurs résultats, par Albert Quiquet.* Paris, Imprimerie nationale, 1911, 177 p., graph.

Enfin vit le jour en mai 1913 une "Commission chargée d'études relatives à la physiologie du travail professionnel, aux conditions d'existence, aux aptitudes professionnelles et à la formation dans les familles ouvrières et paysannes". Le but de ce vaste programme était de mettre en valeur l'influence des facteurs sociaux sur "le rendement du travail" dans le but de l'améliorer : en d'autres termes, jeter les bases d'une organisation scientifique du travail qui prenne en compte non seulement

⁶⁷ Voir *supra*. Un certain nombre de ces rapports figuraient en épreuve dans le carton F22 519A aux AN.

⁶⁸ Voir AN : AD XIX W 14 ; MT : 8° T. 127.

⁶⁹ Voir BNF : 8° Tc37 124.

⁷⁰ Voir MT : 8° Br. 945.

⁷¹ Voir MT : 8° Br. 1023 ; BNF : 8° Lf263 247.

⁷² Voir MS : 19393 et 22304.

l'ouvrier, mais l'individu⁷³. La commission se sépara en deux sous-commissions, une dite "des recherches physiologiques", l'autre "des statistiques et enquêtes relatives à la vie ouvrière et à la vie rurale".

La guerre stimula ces travaux, mais les résultats ne furent diffusés qu'après 1918. Les études réalisées sur la physiologie du travail ont été, semble-t-il, publiées dans le *Bulletin de l'Inspection du Travail* et le *Bulletin de la Statistique générale de la France*. D'autre part les données d'une importante enquête sur les budgets familiaux réalisée en 1914 à la demande de la sous-commission des statistiques et des enquêtes, furent dépouillées et publiées par le Service d'observation des prix nouvellement créé à la Statistique générale de la France. Il s'agit de⁷⁴ :

• [S.G.F, Service d'observation des prix]. Dugé de Bernonville. *Conditions de la vie ouvrière et rurale en France en 1913-1914*. Paris, Félix Alcan, 1919, 100 p.

F. LES "RECUEILS DE DOCUMENTS"

Pour cette collection de petits ouvrages, inauguré en 1902, le ministère du Travail, plus précisément sa direction de l'Assurance et de la Prévoyance sociales, entendait offrir aux juristes, aux administrateurs, aux élus, à tous les usagers par profession du nouveau droit social, une documentation complète et à jour sur les textes et les règlements officiels. Certes quelques authentiques enquêtes et des rapports d'études, notamment sur les pays étrangers, ont pu se glisser dans cet ensemble, mais le propos reste essentiellement juridique, dans le fond et dans la forme.

Les recueils publiés avant 1914 sont en réalité constitués de quatre séries distinctes, inégales en nombre de titres (numérotés ou non selon la série), mais uniformes dans leur aspect matériel : couverture orange, petit format – 21 × 13,8 –, pagination en général réduite et mauvais papier. Précisons enfin que cette collection était publiée chez l'éditeur Berger-Levrault.

Le "Recueil de documents sur les accidents de travail"

Cette série, la première créée, poursuivie après 1914, constitue une véritable chronique administrative et judiciaire consacrée à la loi fondatrice du 9 avril 1898 et à ses applications⁷⁵. Les textes en vigueur, tout d'abord, sont précisément répertoriés :

• n° 1. *Lois, règlements et circulaires*. Janvier 1902, 296 p. ; avril 1902, 307 p. ; avril 1903, 330 p. ; décembre 1904, 334 p. ; janvier 1906, 374 p. ; janvier 1907, 404 p. ; janvier 1908, 428 p. ; février 1910, 455 p. ; novembre 1911, 459 p. ; janvier 1920, 428 p. ; 1924, 422 p.

• n° 1 bis. *Principales dispositions législatives et réglementaires en vigueur*. Octobre 1908, 47 p. ; mai 1910, 48 p.

• n° 2. *Lois sur les accidents de travail*. Février 1907, 36 p. ; mai 1908, 35 p.

• n° 4. *Loi du 9 avril 1898 (modifiée par la loi du 22 mars 1902) et décret relatif aux déclarations d'accidents*. 1902, 26 p.

• n° 18. *Arrêté fixant le tarif des frais médicaux et pharmaceutiques en matière d'accidents de travail*. 1905, 61 p. ; 1910, 64 p. ; 1912, 101 p.

• n° 22. *Décret du 27 septembre 1906 arrêtant la liste des exploitations commerciales soumises à la taxe pour le fonds de garantie*. 1906, 34 p.

⁷³ Sur cette commission, voir : *Bulletin de la Statistique générale de la France*, t. 2, 1913, p. 386-388, et le carton F22 526 aux AN.

⁷⁴ Ce travail portait sur 3700 questionnaires reçus (sur 12.500 envoyés) provenant d'une cinquantaine de départements (rien pour la Seine).

⁷⁵ Voir MT : 8° Pa 2 ; AN : AD XIX W 57 (en 2 liasses) ; MS : 11987

Les décisions des tribunaux sont répertoriées dans une série de fascicules tous intitulés *Jurisprudence* et dont voici le détail⁷⁶:

- n° 3. t. I. Mars 1902, 937 p.
- n° 7. t. II. Mars 1903, 449 p.
- n° 9. t. III. Novembre 1903, 351 p.
- n° 11. t. IV. Mars 1904, 293 p.
- n° 17. t. V. Mars 1905, 147 p.
- n° 20. t. VI. Mars 1906, 212 p.
- n° 23. t. VII. Octobre 1906, 64 p.
- n° 29. t. VIII. Octobre 1907, 144 p.
- n° 31. t. IX. Mai 1908, 119 p.
- n° 33. t. X. Décembre 1908, 100 p.
- n° 35. t. XI. Mai 1909, 87 p.
- n° 37. t. XII. Décembre 1909, 162 p.
- n° 41. t. XIII. Octobre 1910, 204 p.
- n° 43. t. XIV. Novembre 1911, 290 p.
- n° 46. t. XV. Novembre 1913, 456 p.

En outre, une *Table analytique des décisions* est régulièrement publiée, sous forme cumulative. Elle fait l'objet des fascicules n° 12 (décisions contenues dans les t. I à IV), n° 24 (t. I à VII), n° 32 (t. I à IX), n° 38 (t. I à XII) et n° 47 (t. I à XV).

Un fascicule, dans ses diverses éditions, reprend les principaux textes :

- n° 14. *Législation sur les accidents, annotée des décisions de jurisprudence*. 1904, 116 p. ; janvier 1906, 110 p. ; juillet 1907, 111 p. ; décembre 1908, 123 p. ; décembre 1910, 134 p.

Cet ensemble est complété par le fascicule suivant :

- n° 15. Daguin (A.). *Répertoire bibliographique sur la législation relative aux accidents du travail*. Juin 1904, 32 p. ; Octobre 1906, 93 p.

La statistique des accidents ainsi que le fonctionnement de la loi elle-même (situation de sociétés d'assurance, fonds de garantie...) sont développés dans deux séries de fascicules. La première série est constituée de copieux rapports généraux :

- n° 16. *Rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898*. Février 1905, 236 p.
- n° 19. *Deuxième rapport sur l'application...* Mars 1906, 175 p.
- n° 21. *Troisième rapport sur l'application...* Octobre 1906, 150 p.
- n° 27. *Quatrième rapport sur l'application...* Juillet 1907, 204 p.
- n° 30. *Cinquième rapport sur l'application...* Juillet 1908, 320 p.
- n° 34. *Sixième rapport sur l'application....* Juillet 1909, 375 p.
- n° 39. *Septième rapport sur l'application...* 1910, 416 p.
- n° 42. *Huitième rapport sur l'application...* 1911, 438 p.
- n° 44. *Neuvième rapport sur l'application...* Année 1910. 1912, 481 p.
- n° 45. *Dixième rapport sur l'application....* Année 1911. 1913, 501 p.
- n° 49. *Onzième rapport sur l'application...* Années 1912 et 1913. 1920, 134 p.

La seconde série est plus spécialement consacrée aux victimes et à la réparation du dommage :

- n° 36. *Statistique des accidents du travail assurés de 1899 à 1905. Salaires assurés. Règlement des accidents*. 1909, 68 p.

⁷⁶ En réalité, quatre volumes intitulés *Accidents du travail. Jurisprudence* ont été publiés (encore à l'Imprimerie nationale) par la direction de l'Assurance et de la Prévoyance sociales avant que le recueil ici analysé ne voit le jour. En voici le détail : T. I, mars 1900, 224 p. ; T. II, mai 1900, 202 p. ; T. III, décembre 1900, 568 p. ; T. IV, février 1901, 383 p. (avec table générale).

- n° 40. *Deuxième statistique des accidents du travail. Salaires assurés de 1899 à 1906. Règlement des indemnités.* 1910, 116 p.
- n° 48. *Troisième statistique des accidents du travail. Salaires assurés de 1899 à 1910. Règlement des indemnités.* 1914, 105 p.

Sur la question de l'assimilation des maladies professionnelles aux accidents du travail (voir supra, "Commission d'hygiène industrielle"), on notera ce rapport :

- n° 13. *Maladies professionnelles. Rapport préparatoire au Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail.* 1904, 48 p.⁷⁷

Enfin, trois études sur les accidents dans les pays étrangers ont été réalisées, rappelant celles publiées auparavant par l'Office du Travail (voir supra) :

- n° 25. Fuster (Édouard). *Les accidents du travail dans l'agriculture, d'après la statistique allemande.* 1907, 48 p.
- n° 26. Fuster (Édouard). *La statistique du risque professionnel et les enquêtes autrichiennes,* 1907, 168 p.
- n° 28. *Notice sur la statistique des accidents du travail en Autriche.* 1907, 29 p.

L'importance prise par ce recueil officiel ne doit pas étonner, car la littérature juridique et technique engendrée par la législation de 1898 est tout à fait considérable : thèses, guides, revues spécialisées... Depuis 1892 au moins, se tiennent des congrès internationaux des accidents du travail, auxquels participent des représentants ou des délégués du ministère du Commerce puis du Travail⁷⁸. Un fascicule de ce recueil en témoigne :

- n° 5. *Rapport aux Congrès internationaux des accidents (Paris 1900, Düsseldorf 1902), par le directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales.* 1902, 33 p.

Une telle floraison s'explique par la complexité et le caractère éminemment litigieux de la procédure et par les intérêts considérables en jeu dans le règlement de l'indemnité visant un dommage dont la statistique enregistrait de mieux en mieux l'extrême fréquence : 83 742 accidents déclarés en 1899, et 525 194 en 1912...

Le "Recueil de documents sur la prévoyance sociale"

Les enquêtes, études, documents et textes rassemblés dans cette série de fascicules⁷⁹ concernent principalement les assurances sociales, les retraites et le logement social. Sur les formes françaises d'assurance, quatre références :

- *Les assurances sociales en France de 1889 à 1905. Rapport au Congrès international de Vienne (1905), par le directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales.* 1905, 28 p.
- Paulet (Georges). *Les assurances sociales en France. Rapports aux Congrès internationaux des accidents du travail et des assurances sociales.* 1909, 96 p.
- *Caisses nationales d'assurances en cas de décès et en cas d'accidents. Législation et réglementation.* 1911, 50 p.
- *Projet de loi sur le projet d'assurance. Rapport et documents.* 1904, 247 p.

En outre, ces études sur les systèmes étrangers :

- Arsandaux (O.). *L'assurance populaire de canton de Neuchâtel.* 1903, 44 p. ; 1909, 76 p.

⁷⁷ Ce rapport a été également publié à part, hors Recueil (AN : AD XIX W 64). Son auteur est Georges Paulet, qui fut un important et influent directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales au ministère du Travail.

⁷⁸ Voir la revue *Histoire des accidents du travail* publiée entre 1974 et 1985 par le Laboratoire d'histoire et de droit social de l'Université de Nantes, 19 numéros parus (rédacteur en chef : P.-J. Hesse).

⁷⁹ Voir MS : 13202 ; BDIC : O col 263 (lacunes) ; MT : quelques titres classés en brochure (cote Br).

- *L'assurance obligatoire contre l'invalidité en Allemagne*. 1905, 156 p.
- *Statistiques des assurances ouvrières allemandes de 1885 à 1906*. 1909, 122 p.
- Bégasse (Joseph). *Les assurances sociales en Belgique*. 1907, 186 p.

Avant l'apparition du recueil cité plus bas, les retraites font l'objet des études suivantes portant sur la France d'une part et l'étranger d'autre part :

- *Les retraites et les caisses de secours des ouvriers mineurs*. 1909, 192 p.
- *Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Législation et réglementation*. 1911, 47 p.
- Arsandaux (O.). *Les retraites ouvrières en Italie*. 1903, 78 p.
- Fuster (Édouard). *Documents sur les retraites ouvrières en Allemagne*. 1905, 77 p.
- Fuster (Édouard). *Les capitaux des caisses de retraites allemandes et leur emploi*. 1905, 95 p.
- *Les retraites populaires du canton du Vaud*. 1910, 51 p.

La législation sur les habitations à bon marché (H.B.M.) et son application ont donné lieu aux fascicules suivants⁸⁰:

- *Application de la législation française sur les habitations à bon marché*. 1903, 52 p.
- *Les habitations à bon marché. Législation. Statuts-types. Statistique*. 1902, 76 p.
- *Encouragements à la petite propriété. Loi du 10 avril 1908*. 1908, 37 p. ; 1912, 52 p.
- *Habitations à bon marché et encouragement à la petite propriété. Notices et législation*. 1913, 195 p. ; 1919, 246 p.
- *Résultats du concours pour appareils de bains-douches*. 1908, 20 p.
- *De l'emploi de la brique creuse dans la construction d'habitations à bon marché*. 1913, 25 p.
- Fuster (Édouard). *L'habitation ouvrière et les pouvoirs publics en Allemagne*. 1903, 78 p.
- *L'habitation ouvrière et les autorités locales en Angleterre*. 1908, 84 p.

Les résultats d'une enquête réalisée à l'occasion du recensement de 1906 sur l'occupation des logements dans les villes ont été partiellement publiés dans :

- *Enquête sur l'habitation ouvrière (1906)*. 1908, 106 p.

Signalons encore que, sous couverture verte, le Rapport du Conseil supérieur des habitations à bon marché (voir *supra*) figure également pour quatre de ses éditions (années 1910 à 1913) parmi les titres de ce recueil.

Enfin, le recueil est complété par les ouvrages isolés suivants :

- *Les caisses d'épargne. Législation et statistique*. 1903, 34 p.
- *Les caisses d'épargne. Lois, règlements et principales instructions*. 1910, 104 p.
- *Accords internationaux en matière de prévoyance sociale*. 1909, 65 p.

... et surtout par trois fascicules statistiques portant sur l'ensemble de ces nouvelles institutions sociales :

- *Principaux résultats de la prévoyance sociale de 1890 à 1903. Statistiques et graphiques*. 1905, 47 p.
- *Principaux résultats de la prévoyance sociale. Statistiques et graphiques pour l'Exposition internationale de Londres*. 1908, 48 p.

⁸⁰ Il convient d'ajouter aux titres qui suivent deux opuscules également publiés par la direction de l'Assurance et ayant même format et aspect que les recueils, quoique réalisés par l'Imprimerie nationale :

- *Lois, règlements et instructions sur les habitations à bon marché*. 1903, 46 p. ; 1907 ; 67 p. (MS : 12765 et carton "Statuts H.B.M.")
- *Statuts-types pour les sociétés de construction et de crédit*. 1903, 22 p. (MS : 12765).

- *Principaux résultats de la prévoyance sociale. Statistiques et graphiques pour l'Exposition internationale de Bruxelles.* 1910, 42 p.

Le "Recueil de documents sur les assurances-vie"

Sur ce chapitre spécial de la prévoyance, nouvellement réglementé, ont été publiés⁸¹ les documents et rapports officiels suivants :

- n° 1. *Formules et barèmes des primes ou cotisations minima des opérations d'assurances sur la vie, d'après les bases fixées par le décret du 20 janvier 1906.* 1906, 171 p. ; s.d., 308 p. ; 1925, 296 p.⁸².
- n° 2. *Réglementation du contrôle des assurances sur la vie et des entreprises de capitalisation.* 1908, 120 p.
- n° 3. *Premier rapport sur le fonctionnement du contrôle des assurances sur la vie. Année 1909.* 1910, 316 p.
- n° 4. *Deuxième rapport sur le fonctionnement du contrôle... sur la vie.* 1910, 415 p.
- n° 5. *Troisième rapport sur le fonctionnement du contrôle... sur la vie.* 1912, 68 p.
- n° 6. *Quatrième rapport sur le fonctionnement du contrôle... sur la vie pendant l'année 1910.* 1912, 492 p.
- n° 7. *Cinquième rapport sur le fonctionnement du contrôle... sur la vie pendant l'année 1911.* 1913, 567 p.

Le "Recueil de documents sur les retraites ouvrières et paysannes"

Publié par la nouvelle direction des Retraites ouvrières et paysannes. Un seul titre paru, semble-t-il, avant la première guerre⁸³ :

- *Instructions et circulaires. Première série (1er juin 1914).* 1914, 390 p.

A noter cette publication antérieure :

- Ministère du Travail. *Loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes. Notice à l'usage des assurés.* Paris, Imprimerie nationale, 1911, 50 p.⁸⁴

⁸¹ Voir MT : 8° Pa 5.

⁸² La deuxième édition porte en fait le n° 1 bis ; celle de 1925 (AN : AD XIX W 67) porte le n° 1 ter et est publiée par l'Imprimerie nationale.

⁸³ Voir MT : 8° T. 3.

⁸⁴ Voir MS : 19036 ; BDIC : S pièce 18981.